

ARRETE N°44_2024A

mise à jour du Plan Local d'Urbanisme intercommunal Vère Grésigne

Le Président de la Communauté d'agglomération Gaillac-Graulhet,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L.151-43, L153-60 et R.153-18,
Vu l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2016 approuvant les statuts de la Communauté d'Agglomération et notamment leur article 6.1.2 compétences en matière de plan local d'urbanisme, documents en tenant lieu et carte communale,
Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal Vère Grésigne approuvé délibération du Conseil de communauté du 17 décembre 2012 et ses évolutions en vigueur,
Vu la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération du 08 juillet 2024 instaurant le Droit de Préemption Urbain et déléguant partiellement l'exercice de ce droit aux communes,
Considérant l'article R153-18 du Code de l'Urbanisme qui impose la mise à jour du Plan Local d'Urbanisme intercommunal en cas de modification des annexes,

ARRETE :

Article 1^{er} : Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal Vère Grésigne est mis à jour à la date du présent arrêté afin d'intégrer l'annexe suivante :

- Délibération du Conseil communautaire en date du 08 juillet 2024 relative à l'instauration du droit de préemption urbain et sa délégation partielle aux communes et ses plans annexés.

Article 2 : La mise à jour du Plan Local d'Urbanisme intercommunal Vère Grésigne a été effectuée sur les documents tenus à la disposition du public dans les mairies du territoire de Vère Grésigne et au siège de la Communauté d'Agglomération.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché pendant un mois dans les mairies du territoire couvert par le Plan Local d'Urbanisme intercommunal Vère Grésigne et au siège de la Communauté d'Agglomération.

Article 4 : Une copie du présent arrêté est adressée au Préfet.

Article 5 : La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Técou, le **07 NOV. 2024**



Le Président,
Paul SALVADOR

Conformément aux articles R421-1 et suivants du Code de justice administrative, la présente décision pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. La décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi grâce à l'application informatique Télérecours, accessible par le lien : <http://www.telerecours.fr>

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le **12 NOV. 2024**

Publication - Mise en ligne le **12 NOV. 2024** et/ou Notification le